

Les paysans et les acteurs sociaux à la base de la révolution agroécologique

Silvia Pérez-Vitoria



Retranscription de l'interview

Silvia Pérez-Vitoria, vous êtes économiste et sociologue au laboratoire d'éco-anthropologie et d'ethnobiologie au CNRS et au Muséum National d'Histoire Naturelle à Paris. Dans vos publications et ouvrages, vous défendez une agroécologie comme outil de transformation sociale et portée par les mouvements paysans. Pour vous, quels sont les deux-trois enjeux majeurs qui justifient l'agroécologie ?

Eh bien le premier enjeu, je pense que c'est l'échec du modèle dominant, l'échec de l'agriculture industrielle aussi bien au plan écologique, les dégâts environnementaux du système agro-industriel ne sont plus à faire. Je pense que sincèrement, aussi bien sur le plan de la biodiversité, sur le plan de la consommation d'énergie, la consommation d'eau, les dégâts en termes de pollution, les dégâts même en termes de qualité d'alimentation et puis tout simplement le fait que ce système, malgré tous les moyens techniques et technologiques et scientifiques qui ont contribué à le mettre en place, n'a pas permis ou ne permet pas de nourrir le monde, donc il y a quand même de mon point de vue un échec tout à fait flagrant. Donc ça c'est le premier élément de mon point de vue qui justifie une autre vision de l'agriculture.

Et puis, ce qui est intéressant dans l'agroécologie, mais je pense que l'on y reviendra, c'est que décidément je n'emploie plus le terme de « transition », mais plutôt le terme de « rupture », ça permet vraiment de penser une agriculture alternative totale, globale et holistique. Donc c'est ça que je trouve particulièrement intéressant dans l'agroécologie. Et même plus loin que ça, ça permet d'interroger les choix globaux de notre société en termes économiques. Donc c'est de ce point de vue là que l'agroécologie me semble effectivement une voie tout à fait intéressante.

Pour vous, quels sont les principes de l'agroécologie que vous défendez ? Quels sont les grands concepts ?

Alors moi effectivement je me situe dans une vision globale de l'agroécologie, c'est-à-dire qui ne se résume pas à sa vision agronomique ou technique, mais qui intègre les aspects économiques, culturels, politiques. C'est-à-dire que c'est sans doute une des erreurs et une des explications des échecs de l'agriculture dite moderne, c'est que très souvent elle s'est limitée à la question de la ferme, du champ, de trouver des solutions techniques, alors qu'en fait, si on ne tient pas compte de tout ce qui entoure justement l'exploitation agricole, tout ce qui entoure les pratiques culturelles, c'est-à-dire aussi bien le système agroalimentaire que toutes les forces qui agissent dessus, que les sociétés humaines qui vivent de ça, et bien on s'interdit d'avoir une vision globale et donc de pouvoir régler un certain nombre de questions. Et donc pour moi, alors je ne sais pas, est-ce que vous voulez que je donne la définition maintenant ?

Oui.

Donc il y a effectivement deux notions très importantes dans cette vision de l'agroécologie, bien sûr la notion d' « agroécosystème », là-dessus je ne me différencie pas beaucoup des gens qui ont plus une approche technique puisque ce sont des concepts qui ont été avancés par les agronomes. Mais là où ça

commence à changer, c'est quand on parle de « coévolution agricole et sociale », des sociétés. Il y a une coévolution entre la nature et les sociétés humaines, donc ça c'est vraiment quelque chose d'important, c'est-à-dire que l'on ne peut pas séparer les deux choses. Il est évident que l'on pourrait donner des dizaines d'exemples de ça. Les semences que l'on met, la manière dont on va travailler, la manière dont on va vendre, les choix que l'on va faire de telle ou telle culture que l'on va mettre en place, dépendent totalement d'un contexte beaucoup plus global qu'il faut prendre en compte. C'est cette notion de coévolution qui fait que dans l'histoire, il y a des sociétés qui ont mal travaillé leur agroécosystème et qui souvent l'ont détruit et je pense que l'exemple de l'agriculture industrielle, dans ce cas-là, peut être pris comme exemple. Et puis des sociétés qui ont bien travaillé, qui ont réussi à maintenir les équilibres fondamentaux des agroécosystèmes, parce que finalement ça équilibre des agroécosystèmes et des habitants qui y vivent. C'est cette double contrainte, de mon point de vue, que doit faire l'agroécologie.

Et l'agroécologie en plus considère, et ça on peut appeler de ce point de vue là que c'est une véritable révolution épistémologique, la reconnaissance des savoirs paysans et des savoirs traditionnels. C'est-à-dire que l'on considère, si vous voulez, qu'il faut partir de l'histoire. L'humanité a eu pendant dix-mille ans certains rapports à la nature, à l'agriculture très diversifiés et que dans l'histoire, à part quelques exceptions dont il faut effectivement tenir compte et de mon point de vue, il faut aussi étudier, il ne faut pas non plus tout idéaliser, mais c'est sans doute les paysans et traditionnels qui ont maintenu le mieux cet équilibre entre nature et société humaine. D'où la nécessité de mettre à parité les savoirs paysans et les savoirs scientifiques, à parité au moins.

Donc une reconnaissance des savoirs qui ont toujours été marginalisés, toujours été considérés comme rétrogrades, sans intérêt et niés même, et la nécessité de récupérer ces savoirs, d'en tenir compte, ce qui suppose effectivement par la suite un travail différent par exemple des techniciens agricoles qui doivent avoir un respect en tout cas des gens avec qui ils travaillent.

Vous avez prononcé le mot de « révolution » pour l'accoler à « épistémologique », ou accoler « épistémologique » à « révolution », mais dans le début de votre propos vous avez commencé par dire « c'est une rupture totale, globale et holistique ». Du coup, est-ce que la révolution est juste épistémologique ou est-ce que, pour vous, l'agroécologie c'est une révolution tout court ?

Oui, c'est une révolution tout court.

Vous récusez le terme « transition » ? Et du coup comment est-ce que l'on passe de la situation actuelle à la situation où l'agroécologie serait un nouveau modèle et finalement un modèle qui remplacerait les situations actuelles ?

Par exemple, entre autres, et je vais venir à des sujets qui me tiennent beaucoup à cœur, l'émergence de mouvements paysans comme il y a eu depuis une vingtaine d'années qui se réapproprie l'agroécologie, pour moi, est un facteur de révolution complète. Parce que voilà un secteur social qui a été, un peu comme leurs idées, considéré comme relevant du passé. Enfin dans nos pays on n'a pas beaucoup de paysans et disons toute l'histoire du développement consiste à détruire les paysans, parce que comme on le sait, un pays développé est un pays qui n'a pas de paysans. L'émergence sur la scène politique et sur la scène mondiale de ces mouvements paysans, pour moi, est un signe de remise en question et donc de « révolution » entre guillemets, parce que je ne sais plus ce que c'est que la révolution, mais

en tout cas une remise en cause fondamentale des modèles qui jusqu'ici considéraient que l'on passait d'un système agricole à un système industriel, un système de service, un système de technologie, etc., et là on est en train de se poser des questions fondamentales, et moi, dans ce sens-là, c'est une révolution. Et la révolution c'est à la fois qu'il y ait un corpus théorique qui permette de reconsidérer l'agriculture dans sa totalité et à la fois le fait qu'il y ait des mouvements sociaux qui émergent et qui disent que peut-être les choix que l'on a fait dans nos sociétés ne correspondent pas à ce qu'il y a de meilleur pour tous. Voilà, c'est dans ce sens-là.

Mais concrètement, ça peut se traduire par des choses assez différentes dans les pays du sud et les pays du nord ? Si on considère que l'agroécologie est une rupture « globale, totale et holistique », il faut bien considérer à la fois les pays du sud et les pays du nord ?

Absolument, c'est vrai dans les deux.

Si on prend le cas des pays du nord, ça veut dire quoi ? Ça veut dire multiplier par dix le nombre de paysans qu'il y a en France, repasser à trois millions ou cinq millions d'agriculteurs ?

Absolument.

Et comment on passe de la situation actuelle à cette situation-là ? Vous préconisez une réforme agraire avec une expropriation de tous ceux qui ont plus de tant d'hectares et une redistribution à des personnes qui actuellement sont en ville et qui retourneraient travailler au champ ?

Déjà, premier élément, faire tout ce qu'il faut pour ne pas détruire encore plus de paysans. Parce que le processus malheureusement d'industrialisation continue, le processus de destruction, on l'a vu récemment dans l'élevage, mais on peut le voir dans d'autres secteurs et on peut le voir dans d'autres pays d'Europe, en particulier dans les pays de l'Est. On est toujours dans cette logique. Donc essayer de maintenir au maximum les paysans, que je distingue des agriculteurs, je tiens à le préciser. Alors là par contre c'est ma position personnelle, ce n'est pas vraiment, enfin bon, je pense que ça peut être partagé par un certain nombre de gens aussi qui défendent cette position de l'agroécologie. Donc essayer au maximum de maintenir les paysans. Il existe quand même des mouvements qui pour le moment sont minoritaires dans notre pays, de retour à la terre dans une vision qui est extrêmement différente de l'approche néo-rurale des années 70 puisque ces gens-là, souvent des jeunes, s'inscrivent d'emblée dans une vision productive et dans une vision d'insertion sociale et une vision collective. Donc ça déjà c'est très intéressant.

Et alors il y a des tas d'autres phénomènes, les phénomènes d'agriculture urbaine par exemple, pour l'instant, de mon point de vue en tout cas en France et dans les pays européens sont plutôt folklore, folklorisants, ne sont pas porteurs vraiment de projets alimentaires ou vivriers, mais enfin c'est quand même une réflexion intéressante. Et absolument, moi je pense qu'il faut en tout cas diversifier les producteurs. Je dis toujours que je n'aime pas dire « il faut » parce que je suis un peu sortie des notions de modèles, etc., j'ai toujours à la place des « il faut », « ils font », mais en tout cas, ce que je pense important effectivement, c'est une diversification de production. Ce n'est pas possible que l'on ait des zones hyperspécialisées comme on a en France. Un désinvestissement agricole, je le dis vraiment, un désinvestisse-

ment agricole entraînerait beaucoup plus d'emploi. Il y a eu d'ailleurs un rapport qui avait été fait par le Ministère de l'environnement je ne sais plus en quelle année, en 2005 je crois, qui imaginait que la totalité de la France passe en agriculture biologique et qui multipliait par deux le nombre d'actifs agricoles. Donc il y a de la place et en situation de crise économique ça me paraît absolument fondamental.

Oui, mais multiplier par deux, on est loin de multiplier par dix.

On commence par multiplier par deux et puis après on verra.

Donc c'est quand même une transition ?

Ce n'est pas une transition. Pour moi ce n'est pas une transition parce que c'est une autre vision de la société. C'est en ça que ce n'est pas une transition. La transition c'est au-delà des étapes, c'est on reste dans la même chose et on modifie petit à petit certains éléments. Tandis que pour moi, c'est une vision différente, c'est-à-dire considérer que l'agriculture, les paysans, la nature est au centre de la société. C'est vraiment une vision très différente de celle qui considère que c'est la technologie, le progrès, la croissance, etc. C'est en ça, c'est-à-dire que pour moi les fondamentaux ne sont pas les mêmes. Et après, les formes par lesquelles on y arrive, peut-être qu'il y a peut-être des étapes, mais ce qui me gêne dans la notion de transition, c'est que l'on ne change rien, on change certains petits éléments, mais la logique reste la même. C'est ce que l'on voit dans beaucoup de visions de l'agroécologie qui consiste simplement à verdir l'agriculture sans changer les fondamentaux.

Décider que l'agriculture n'a pas comme but de produire toujours plus ou exporter ou calculer en termes économiques, etc., ça pour moi c'est une rupture, c'est une rupture dans plein de domaines. C'est une rupture économique, c'est une rupture agronomique, c'est une rupture épistémologique, c'est une rupture sociale. Politique aussi. Mais le problème c'est qu'en politique il n'y a pas beaucoup d'avancées.

Dans ce cas-là, les objectifs de l'agriculture, ça serait quoi, d'une agriculture dans le cadre d'une agroécologie ?

Et bien c'est ce que j'ai dit tout à l'heure. C'est-à-dire à la fois maintenir les équilibres écologiques et permettre aux gens de vivre, de vivre. Alors bien sûr, qu'est-ce que ça veut dire « vivre » vous allez me demander.

Au producteur vous voulez dire ?

Au producteur et à la société en général. Les paysans disent toujours « la plus belle mission que nous ayons c'est de nourrir l'humanité ». Donc ils ne sont pas du tout enfermés, ce n'est pas un système d'autoconsommation pure, c'est un système aussi ouvert sur la société, mais qui permette aux gens de vivre correctement. Sachant que quand même notre vie dépend en grande partie de la nature, enfin même quasiment en tout.

Pour augmenter le nombre de paysans, comment on peut rendre l'agriculture plus attractive pour les jeunes ? Est-ce que dans le contexte économique actuel c'est possible ? Et qu'est-ce qu'il faudrait changer pour rendre l'agriculture plus attractive ?

Vous savez bien qu'en France, le problème principal, c'est le foncier, l'accès au foncier est totalement bloqué pour un jeune actuellement. C'est très difficile d'avoir accès et puis après il y a tout ce qu'il y a autour, c'est-à-dire des prix extrêmement bas, une non-valorisation du métier de paysan.

Alors ce qui est intéressant c'est que malgré cela, vous avez des jeunes qui s'installent avec des systèmes qui pour le moment sont des systèmes de vente directe, de circuit court qui leurs permettent de survivre, mais ça se multiplie d'une manière très intéressante. Il y a vingt ans, on n'envisageait pas qu'il puisse y avoir des jeunes qui commencent à réclamer, même il y a un mouvement européen, *reclaim the fields* qui dit « nous réclamons des terres. C'était impensable il y a vingt ans, donc ça prouve bien qu'il y a quand même, on est peut-être passé en crise, mais quand même, en Espagne par exemple les paysans vous disent « on attend les gens qui vont arriver », donc on est en situation de crise durable, je pense, et donc l'agriculture est une source de travail pour beaucoup de gens je pense. Donc, de ce point de vue là, il suffira de pas beaucoup à mon avis pour que ça bascule. Le problème c'est vraiment la terre.

Je reviens juste un instant sur le projet et la place que l'agriculture prendrait dans la société. Vous avez dit « finalement il faut remettre l'agriculture et la nature au centre de la société » ou une expression approximativement de ce type-là. Est-ce que ce n'est pas risqué de centrer tout un projet sociétal autour d'une seule activité, l'agriculture ? Parce qu'il reste beaucoup de choses à faire pour l'humanité, pas seulement de l'agriculture. Comment est-ce que vous voyez l'articulation, dans le projet agroécologique, entre l'agriculture et le reste de la société ?

Alors oui. En fait, plus que l'agriculture, il y a l'agriculture et puis à la limite la nature fournit aussi des choses en agricole. Ça, j'ai oublié de le dire aussi. C'est-à-dire qu'il n'y a pas que nourrir, il y a aussi des tas d'autres choses qui peuvent partir de là. Ça ne veut pas dire que l'on renonce à tout le reste, ça veut dire que l'on se donne cette priorité-là dans la manière d'envisager l'ensemble des activités, c'est-à-dire que si ça c'est prioritaire, si cet équilibre-là est prioritaire, automatiquement la question du transport prend une autre vision, la question de la surconsommation dans laquelle on est prend une autre vision, la question de la commercialisation aussi. Il y a toute une série de secteurs, ou même les nouvelles technologies, c'est-à-dire de la recherche, la recherche peut-être orientée à mon avis tout à fait différemment. Donc c'est une autre manière de reconsidérer les priorités sociales. Ça ne veut pas dire que l'on renonce à tout, ça veut dire que l'on met les choses sur la table et que l'on redonne cette priorité à la nature et à la paysannerie. Moi je pense que voilà, c'est peut-être utopique, je ne sais pas.

J'ai l'impression que vous dites finalement que le changement va venir des paysans. Est-ce que l'on peut vraiment tout attendre des paysans ou est-ce qu'il y a d'autres leviers à mobiliser dans les régions ou les pays où, justement, il y a peu de paysannerie ? Je ne suis pas sûr qu'il y ait suffisamment de mouvement paysan pour faire évoluer le système, donc quels autres leviers on peut mobiliser ?

Non, il y a tous les leviers à mobiliser, effectivement. Il y a les leviers de la recherche, il y a les leviers, je n'aime pas trop « la consommation », mais disons, les systèmes de distribution. Il y a énormément de leviers à mobiliser, mais y compris d'ailleurs dans les régions où il y a beaucoup de paysans. Si l'on

considère le mouvement des sans-terre du Brésil, sans une adhésion du reste de la société, sans doute qu'ils n'auraient pas eu le poids qu'ils ont eu, c'est parce qu'ils ont fait adhérer. Moi je cite toujours cette phrase de Polanyi qui dit que « la réussite d'un mouvement social, c'est de faire comprendre aux autres que les intérêts de ces mouvements concernent beaucoup plus que ce mouvement lui-même » et je crois que la force que peuvent avoir les mouvements paysans c'est de faire comprendre que ce qu'ils défendent va bien au-delà de simples intérêts corporatifs ou de simples intérêts agricoles, et c'est ça qui est intéressant dans ces mouvements sociaux, c'est qu'ils se situent au-delà du corporatisme. Il ne s'agit pas de gagner des parts de marché, de gagner des prix, il s'agit de remettre en question les fondamentaux d'une société en fait. Ils ne peuvent pas le faire tout seuls bien évidemment. Simplement, ce qui est intéressant de voir, c'est que la plupart des initiatives qui ont été prises les vingt dernières années un peu nouvelles et alternatives en matière d'agriculture a été le fait des paysans, et ça c'est quand même intéressant. Voilà, on peut dire ça pour l'instant.

Mais pour faire vraiment des changements en profondeur ça sera long, c'est un travail long, ça ne peut se faire qu'avec les autres secteurs de la société. Mais je crois que ce qui est intéressant aussi, pareil, moi j'ai le recul du temps quand même, bon ça fait longtemps que je travaille sur ces questions, il y a vingt ans, quand je faisais des conférences ou des choses comme ça, je parlais un peu dans un désert. Maintenant, les gens sont intéressés parce qu'ils se posent beaucoup de questions. Alors pour l'instant c'est l'environnement et l'alimentation, c'est ça qui les tracasse, la santé et l'environnement, mais petit à petit ils commencent à se poser la question des terres, de l'usage des terres, ils commencent à se poser la question de l'avenir de leurs enfants.

Alors ça prendra les chemins que ça prendra, mais c'est quelque chose qui est en train, quand même, d'évoluer dans la société. Et ça, ça fait partie si vous voulez de cette vision globale de l'agroécologie.

Est-ce que vous pouvez préciser ce que vous disiez « la recherche devrait être orientée différemment » ? Est-ce que vous pouvez préciser un peu ?

Oui, parce que si vous voulez moi je pense que quand on regarde un petit peu, je ne suis pas vraiment spécialiste de l'histoire la recherche agronomique, vous l'êtes sans doute mieux que moi, mais quand on regarde par exemple les débuts de la recherche de l'après-guerre en particulier, quand on lit des gens comme Pochon etc., on s'aperçoit que d'emblée les paysans ont été associés aux programmes de recherche et petit à petit ils ont été éliminés et petit à petit la recherche s'est enfermée dans un vase clos et moi je pense, alors ça, c'est en termes agronomiques, c'est très important de revenir à des formes de recherches de terrain et en association avec les paysans, justement en reconnaissant qu'ils ont des savoirs, même si dans nos pays c'est difficile.

Maintenant il y a quand même des gens qui sont en train de faire des récupérations de savoirs, des chercheurs, ça me paraît très important, et c'est en ça que ça me paraît important. Ensuite, il faut quand même dire qu'une grande partie de la recherche s'est trouvée sous la coupe, si je puis dire, des grandes industries agroalimentaires et donc les orientations de la recherche, eh bien la recherche était là, ce qui est tout à fait logique, c'est partout dans le monde, ça s'est passé comme ça. Donc peut-être une intervention plus forte des pouvoirs publics, une recherche publique qui vise plus l'intérêt général que l'intérêt particulier de tel ou tel secteur, ça pourrait être positif.

Mais en tout cas, je pense qu'à partir du moment où on reconnaît qu'il existe un savoir paysan,



qu'il existe vraiment des connaissances et surtout cette idée que, ça c'est très important je pense, que l'agroécologie, je le dis toujours, n'est pas un ensemble de recettes qui pourraient être applicables partout, mais qu'elle est extrêmement localisée et c'est pour ça que le savoir paysan est extrêmement important, c'est-à-dire qu'il y a des spécificités à la fois locales et sociales qui font que tout n'est pas valable partout et que donc il faut retravailler localement avec les savoirs locaux. C'est très important de mon point de vue.

De ce point de vue là, sur l'évolution de la recherche, je voudrais juste que vous explicitiez. Vous dites « après-guerre, les agriculteurs étaient associés à la recherche, à la définition des objectifs » et vous considérez ça comme un bien par rapport à une situation ultérieure dans laquelle les agriculteurs ont été écartés et où il y a eu un recentrage de la recherche sur elle-même. Mais pourtant, après-guerre, c'est le début de l'agriculture industrielle et donc ça veut dire que les agriculteurs qui étaient associés à la recherche à ce moment-là, ce sont eux-mêmes qui ont poussé vers l'évolution de l'agriculture que vous dénoncez par ailleurs ?

Non, ce n'est pas ça qu'il raconte. Il raconte qu'au début on leur a demandé leur avis et que tout était mis à plat et que donc c'était ouvert, la question était ouverte. Et eux, ils disent que c'est à partir du moment où ils ont, enfin c'est ce qu'ils disent, ce que j'ai lu, mais bon, qu'à partir du moment où ils ont été éliminés que les orientations se sont vraiment définies, bon productivisme, etc. Donc bon, voilà, je n'en sais pas plus de ce point de vue là, je ne crois pas que je sois une référence.

Et sur la question de la diversité des modes de raisonnement en agriculture agroécologique pour les paysans, vous rejoignez là complètement les orientations que la recherche prend à l'heure actuelle en essayant d'identifier les systèmes qui seraient adaptés en fonction d'objectifs, mais aussi des contraintes locales, à la fois pédoclimatique et socio-économiques, avec des objectifs identiques qui peuvent se traduire par des systèmes complètement différents. Donc je pense que là il y a une convergence entre votre point de vue et la façon dont la recherche raisonne. Mais du coup ça m'amène à poser la question de savoir si est-ce que pour vous il y a des systèmes techniques, j'ai bien compris que les systèmes techniques ce n'était pas toute l'agroécologie, mais est-ce qu'il y a quand même des systèmes techniques qui relèveraient davantage de l'agroécologie et d'autres qu'il faudrait bannir dans le cadre de l'agroécologie ?

Oui bien sûr. Là je pense que même dans les formations qui se donnent actuellement en matière d'agroécologie en France, prenons bien évidemment tout ce qui est cultures associées, tout ce qui est recyclage, tout ce qui est diminution des intrants, tout ce qui est autonomie, tout ça fait partie de l'agroécologie. Donc tout ce qui est spécialisation, toute la question des semences, il y a tout une palette de choses qui sont des systèmes techniques, je dirais même que c'est justement la différence entre l'agriculture biologique et l'agroécologie. En agriculture biologique vous pouvez très bien avoir un système entièrement spécialisé, ça ne pose aucun problème, c'est-à-dire avec une seule ou deux cultures. C'est absolument impensable en agroécologie. L'agroécologie est absolument dans la diversification, à la fois diversification culturelle et je dirais diversification culturelle, les deux en même temps. Donc il y a tout.

Là-dessus tous les chercheurs, je dirais que c'est presque sanctuarisé, même si c'est toujours en évolution, mais enfin il y a quand même les grands principes techniques en agroécologie qui ont été définis déjà depuis les années soixante-dix, alors Altieri, Gliessman et compagnie. Donc la question de l'éner-

gie, la question de travailler avec le minimum d'intrants, la question de faire le moins de déchets possible, la question du recyclage, toutes ces questions-là qui sont rarement prises en compte dans les autres types d'agriculture, y compris bio d'ailleurs.

Dans les cinq principes d'Altieri, il n'y a pas la question des semences, qui a l'air d'être une question qui est importante pour vous. Comment vous la raccrochez à l'agroécologie ?

Si vous voulez, en termes d'autonomie, c'est-à-dire la possibilité de produire ses propres semences par exemple et de ne pas dépendre de l'industrie d'une part. Et d'autre part la diversité des semences. C'est-à-dire que le système des catalogues conduit à une homogénéisation des semences qui me paraît extrêmement dangereux. C'est-à-dire que les critères de semences tels qu'ils sont considérés, les trois critères dont je ne me rappelle jamais.

Distinction, homogénéité, stabilité ?

Exactement, sont des critères qui servent une agriculture industrielle, une agriculture qui a besoin d'une certaine stabilité, etc., qui n'est pas le cas. Je dirais que la grande différence entre l'agroécologie et l'agriculture industrielle c'est que l'agriculture industrielle c'est une tentative de maîtriser le vivant pour le rendre utile, alors que l'agroécologie laisse la place à la diversité du vivant avec ses imprévus, avec ses imprévus je dis bien. Donc c'est une autre logique je pense qui est à l'œuvre. Et donc la question de l'autonomie en matière de semence est absolument vitale. C'est vrai qu'Altieri n'en parle pas du tout, mais moi ça me paraît très important et le fait, si vous voulez, qu'il y ait actuellement des mouvements, enfin plus que des mouvements, la mise en place de réseaux de semences paysannes, ça me paraît quelque chose d'extrêmement, ils se rattachent d'ailleurs eux-mêmes d'emblée à la question de l'agroécologie, ils s'inscrivent là-dedans complètement.

Parce que vous pensez que la diversité au niveau des semences est un moyen de faire face à davantage d'aléas que les semences homogènes et stables ?

Absolument.

C'est ça le lien que vous faites entre les deux ?

Oui.

Ça veut dire qu'on laisse les agriculteurs ou les paysans sélectionner eux-mêmes leurs semences ? Ou est-ce qu'on les accompagne ? Est-ce qu'ils ont besoin aussi de recherches pour être accompagnés, pour améliorer leurs semences ?

Ils peuvent avoir besoin de recherche. Si vous voulez le problème, moi je ne suis pas trop pour leur imposer mais eux sont demandeurs en général, ils ne sont pas du tout fermés. C'est même un risque d'ailleurs cette fascination de la technologie dans laquelle on est rentrés depuis la Seconde Guerre mon-

diale, piège même parfois des paysans qui sont eux-mêmes dans des alternatives. Il y a une fascination que je comprends, il y a une fascination et un oubli peut-être de toutes les autres dimensions de l'agroécologie. Donc ça, c'est peut-être un petit bémol que je mettrais. D'ailleurs, on entend ici ou là dire qu'enfin on va faire l'unité entre l'agriculture industrielle et l'agriculture bio' par la technologie, par les techniques et par la recherche. Voilà, ça prouve bien que l'on pourrait avoir une entrée purement technologique et sans tenir compte du reste.

Quand vous parlez de réconcilier savoir paysan et autres connaissances scientifiques, qu'est-ce que ça implique pour vous concrètement ? Est-ce que vous avez des exemples de travaux, approches pour illustrer ça ?

Il y a des exemples, alors peut-être que je ne les prendrais peut-être pas en France, je les prendrais peut-être au Brésil parce qu'au Brésil il y a vraiment eu un travail intéressant qui a été fait de ce point de vue là. Ça a été si vous voulez, ou même d'ailleurs, oui, prenons le Brésil. Je vais prendre un autre exemple, je vais prendre en Espagne parce que je connais bien.

Aux origines de l'institut, l'ISEC, qui est l'Institut de sociologie et d'études paysannes, vous avez eu des paysans, à ce moment-là c'est des paysans sans-terre qui avaient eu des terres dans les années quatre-vingt et qui voulaient cultiver selon un autre système agricole et ils ne savaient pas. Donc ils sont allés voir les chercheurs de cet Institut, qui eux étaient, d'ailleurs c'est intéressant parce que les deux ont évolué. Eux ils étaient plutôt habitués à l'agriculture normale et industrielle et donc vu cette demande, ils ont commencé à travailler avec eux et ils ont travaillé de concert avec eux pour à la fois essayer de mettre en place un système agricole diversifié et au-delà de ça, mettre en place un système de vente directe, essayer de mettre en place un système de formation et d'autoformation et de complémentarité. Parce qu'il y a aussi cette notion, si vous voulez, je crois, qui est importante, qui est, plutôt que la concurrence, essayer la complémentarité. C'est important. Donc l'ISEC s'est construit en fait et a construit toute sa pensée agroécologique à partir de ce travail commun qui a été fait entre les chercheurs de l'ISEC. Il y avait une partie agronomique, une partie sociologique et une partie économique. Et c'est à partir de là d'ailleurs qu'ils se sont construit un peu leurs corpus autour de la question de l'agroécologie. Au Brésil il y a beaucoup d'exemples de chercheurs, d'universités, moi je suis en contact avec eux, qui travaillent directement avec des paysans pour essayer de mettre en place des systèmes diversifiés, etc. Et en France il y en a aussi. Donc c'est possible.

Le problème c'est que je ne suis pas sûre que ce soit au niveau des financements, que les financements suivent. Je pense qu'en tout cas en France c'est extrêmement difficile de changer les habitudes en matière de recherche et que sans doute le peu de chercheurs qui travaillent là-dessus, à mon avis ils n'ont pas les moyens financiers suffisants pour pouvoir vraiment, mais peut-être que ça va venir.

En même temps c'est un terme qui est très employé, mais avec des acceptions qui sont très variées. Donc, de votre point de vue, est-ce qu'il y a une opération à mener pour défendre l'agroécologie en la limitant à quelque chose qui serait plus authentique, plus fondamentale et essayer d'éviter que le terme englobe trop de choses différentes ? Ou est-ce que finalement ce n'est peut-être pas plus mal que le terme existe et qu'il soit employé par des tas de gens différents, sachant que ça entraîne dans son sillage cette agroécologie authentique que vous appelez de vos vœux ? Quelle est votre position là-dessus ?



Non, moi je pense qu'il faudrait que ça se clarifie parce que je pense que du coup on fait passer tout et n'importe quoi sous le terme « agroécologie », absolument tout je pense. J'ai même entendu récemment un agriculteur industriel qui expliquait très clairement « mais moi vous savez j'ai toujours fait de l'agroécologie, je fais de l'agroforesterie, j'ai des semences », il alignait tous les termes habituels, « je recycle, j'utilise très peu d'intrants de synthèse, je fais de l'agriculture de précision, je fais du semis direct ». Et justement, si l'on en reste aux questions techniques, on peut mettre tout et n'importe quoi.

Et je pense que ça peut être effectivement une opération comme je disais tout à l'heure de « verdissement ». L'agriculture industrielle normale, on la verdit parce qu'il y a urgence effectivement, y compris pour les tenants de l'agriculture industrielle, de changer. Donc il y a urgence absolument de présenter un autre modèle, donc l'agroécologie c'est pratique, parce que comme personne ne sait exactement ce que c'est, on lui met tout dedans et puis voilà. Donc moi je pense qu'effectivement, là, il y a une dérive je dirais. Et je pense que d'une part ce n'est pas correct et d'autre part ça fait des amalgames qui me paraissent plutôt dangereux effectivement.

Et quels moyens vous voyez pour en sortir ?

Le seul moyen que je vois c'est ce qui est en train de se passer, mais sans que je sache comment ça va se terminer, c'est-à-dire que l'agroécologie soit appropriée par les mouvements paysans qui en ont fait depuis 2008, les mouvements paysans se déclarent comme l'agroécologie étant leur système dans lequel ils se reconnaissent. Donc peut-être que là il va y avoir un changement, mais vous savez bien qu'entre les moyens de communication des mouvements paysans et les moyens de communication des gouvernements et des institutions agronomiques il y a une grande différence, donc là-dessus je ne peux pas me prononcer, mais c'est la seule possibilité. C'est-à-dire que les gens se réapproprient de fait l'agroécologie, peut-être alors du coup sans l'appeler comme ça, je ne sais pas, mais là je pense qu'il y a un vrai combat qui va au-delà des mots. Justement cette différence entre la transition agroécologie et la rupture agroécologique, c'est vraiment ça. Enfin voilà. Moi je pense que c'est effectivement un risque important.

Même si c'est imparfait, on ne peut pas considérer que c'est un premier pas d'amélioration ?

Non, je ne pense pas du tout. C'est un détournement, c'est absolument un détournement. Enfin je veux dire, quand on a fait ce fameux colloque « Nourriture, autonomie, paysannerie » [NDLR : colloque d'Albi], on était bien seuls en 2008, quand on a lancé ça. Et très rapidement c'est devenu autre chose. Mais en même temps on n'est pas les porteurs de la pureté, ce n'est pas en ces termes-là, simplement il s'agit d'autre chose et donc on ne peut pas déposer le terme, mais c'est très important de maintenir toutes les dimensions que j'ai données au début. Ça me paraît fondamental si l'on veut vraiment que l'agroécologie soit porteuse d'un véritable changement et d'une véritable transformation sociale. Sinon, ça va devenir la suite de l'agriculture.

De toute façon, comme je l'ai dit, il y a urgence et je pense que le système est capable de faire une agriculture « verte » entre guillemets, c'est-à-dire beaucoup plus écologique ou, comme diraient certains, écologiquement intensive. Le système actuel est parfaitement capable de le mettre en place, complètement et à mon avis sans rien modifier aux fondamentaux du système. Donc l'enjeu c'est celui-là et c'est tout à fait possible.

Quelle garantie on peut offrir au consommateur, quelle garantie ou à quel type de certification on peut réfléchir pour permettre aux consommateurs de savoir à quelle agriculture il a affaire ? Comment est-ce que l'on peut réfléchir à des certifications, des cahiers des charges ?

Moi pareil, la question des certifications, des cahiers des charges, l'agroécologie se rattache à ce que l'on appelle la « certification participative », c'est un système participatif de certification. Mais là aussi, le système de certification participative n'a de sens que dans le cadre de l'agriculture locale, puisque le principe même, je veux dire la certification telle qu'elle est faite actuellement, la certification bio' ECOCERT et compagnie, c'est une certification principalement de marché éloigné. La certification participative c'est un système de marché local, alors ça peut marcher et ça marche en Amérique Latine sur des milliers et des milliers de gens, mais dans nos pays c'est impossible parce que l'on n'a pas ces cultures l

Donc moi je suis pour l'instant, je ne pense pas que ça passe par la certification du tout. Je pense que ça passe par la réappropriation par les acteurs sociaux, c'est-à-dire en l'occurrence principalement les paysans et les gens autour d'eux qui s'intéressent à cette question, de cette question de l'agroécologie, dans une vision globale. Ça veut dire aussi reconsidérer la manière dont le territoire est fait, reconsidérer les rapports ville-campagne, tout ce genre de choses rentre. Et c'est plutôt par cette réappropriation par les acteurs sociaux que je vois une possibilité de changement, que par des systèmes de certification ou même de politiques publiques. Parce que quand on voit les difficultés qu'il y a au niveau de la politique agricole commune à faire passer autre chose que des subventions au coup par coup complètement déconnectées ? Voilà, pour moi la seule possibilité c'est ça, ce qui n'est pas facile parce que les agriculteurs conventionnels sont dans des verrouillages institutionnels, dans des verrouillages même mentaux, très difficiles. Quand il y a des acrimonies très fortes entre différents types, donc c'est très difficile à faire passer, mais en même temps bon on sent bien que les limites du modèle commencent à apparaître y compris à ceux qui le font, donc voilà, de ce côté-là il y a un espoir.

Qu'est-ce que serait une politique publique agroécologique ?

C'est la même question que l'on pose toujours à nos étudiants, n'est-ce pas ? Mais d'abord pour la France ? Parce que c'est toujours différent pour la France et ailleurs.

Pour la France par exemple oui ?

La première chose ça serait favoriser, donc donner des subventions déjà en termes de diversification agricole. Première chose. Toute personne qui est en monoculture voit ses subventions supprimées pour commencer. Vous voyez, c'est radical. Ensuite, il faut absolument tenir compte des données sociales, ça c'est quelque chose dont je n'ai pas du tout parlé, mais on est au niveau mondial, en particulier au niveau des gens qui travaillent dans l'agriculture, il y a des questions très graves, alors pas dans tous les domaines, mais pour la question de tout ce qui concerne la question du travail de salarié agricole, etc. Donc effectivement mettre des conditionnalités en termes d'aides agricoles à tous ceux qui ne respectent pas des contrats corrects, etc., pour tous ceux qui travaillent dans l'agriculture. Ça, c'est absolument fondamental.

Ensuite, je pense qu'il faudrait supprimer la grande distribution, diversifier les lieux de commercialisation, je pense que c'est très important de favoriser l'installation de l'industrie agroalimentaire locale



de façon à ce que les produits ne se baladent pas d'un bout à l'autre y compris de la France. Viser un minimum, peut-être pas 100% parce que l'on n'y arrivera pas, mais en tout cas favoriser absolument l'autonomie alimentaire au sens large, c'est-à-dire des aliments, du bétail, du système de production mécanique, de l'énergie, etc. C'est très important. Il y aurait tout à refaire. Vous me posez des questions ! En tout cas ces points-là me paraissent très importants, redistribution des terres, absolument, une réforme agraire, absolument, en particulier des meilleures terres. Je dis souvent que c'est scandaleux que les meilleures terres appartiennent à des gens dont on sait pertinemment qu'ils sont en train de les détruire et que les gens qui expérimentent en termes d'agriculture se retrouvent dans des fonds de vallées dans la Drôme ou ne je ne sais quoi, dans les plus mauvaises terres en général et que les meilleures terres, alors que les meilleures terres, alors qu'il y a 50 ou 60 ans, les terres de Beauce étaient en agriculture polyculture élevage. L'agrosystème pour la France c'était la polyculture et l'élevage, donc on a la chance d'en avoir un.

Alors après il y a tous les problèmes « on ne revient pas au passé », « on ne revient pas à la bougie ». Parfois, si l'on s'est trompé, on revient au passé. Il n'y a aucun problème, pour moi il n'y a aucun problème. Les sociétés peuvent se tromper, revenir en arrière, faire un pas de côté. Il n'y a pas de directionnalité fixée, on est des humains et on peut changer d'avis, c'est ce qui fait notre intelligence.

Heureusement que l'on peut changer d'avis.

Oui.

En même temps les conditions ne sont plus tout à fait les mêmes, la démographie n'est plus la même au niveau français comme au niveau planétaire. Donc si l'on revient à l'agriculture d'il y a 50 ou 100 ans, celle du milieu du 19^e siècle, on est avec des effectifs d'humains à nourrir, si l'on se limite à la France, qui sont sans commune mesure avec ce qu'il y avait à l'époque.

Oui.

Donc, de toute façon ça ne pourra pas être un retour en arrière.

Non, on ne revient pas en arrière, absolument. Je suis tout à fait d'accord. En plus on ne revient pas en arrière ne serait-ce que parce que l'on est arrivé jusque-là et que donc on ne peut pas faire fi de tout ce que l'on a fait. Mais simplement, déjà essayer de faire le bilan, voir quelles sont les conditions pour que l'on ait un minimum d'autonomie alimentaire, « souveraineté alimentaire » diront les paysans, qui me paraît plus intéressant que « sécurité alimentaire », c'est-à-dire produire au maximum ce que l'on peut produire et puis voilà. Déjà ça, ne serait-ce que cette notion-là me paraît tout à fait fondamentale. On n'est pas du tout là-dedans, on entend encore en France « les paysans sont faits pour nourrir le monde ». On l'entend encore, malheureusement on l'entend encore. Déjà ça, ça me paraît un changement fondamental.

Mais vous ne pensez pas que les paysans français peuvent contribuer à nourrir en dehors de la France ? C'est une chose qui est totalement inutile ?



Non, pas inutile, mais en tout cas pas centrale. Bien sûr que l'on peut avoir, et inversement comme je dis toujours, on n'en est pas encore à produire des bananes, donc il y a des complémentarités. Mais l'objectif central n'est pas de gagner des parts de marchés, etc. D'autant plus que, soyons réalistes, si nos producteurs de blé ne recevaient pas de subventions, ils disparaîtraient dans les vingt-quatre heures, donc c'est complètement artificiel ce système dans lequel on est. Donc ça absolument, je pense que l'agroécologie qui valorise absolument toutes les formes d'autonomies va tout à fait dans ce sens-là. C'est-à-dire au maximum essayer de trouver des formes d'autonomies alimentaires, autonomies énergétiques aussi, parce que c'est des systèmes quand même consommateurs d'énergie. Essayer au maximum de ne pas déverser nos déchets à droite à gauche, enfin bon, je veux dire, la pollution due à l'agriculture industrielle est considérable, le gaspillage d'eau, etc. Donc voilà, toutes ces questions-là. Mais au-delà de ça, je pense qu'il ne faut pas raisonner simplement ni en termes économiques, ni en termes écologiques, ni en termes agronomiques. C'est pour ça que l'agroécologie c'est tout ça, et pas à côté, et en même temps c'est avec une vision de société, avec une vision d'organisation des territoires, des paysages, etc.

Donc c'est cette vision globale qui est difficile à concevoir tellement on a parcellisé toutes ces questions-là et on n'a jamais essayé, et je le vois bien parce qu'au niveau de la recherche on a beaucoup de mal à travailler ensemble dans l'interdisciplinarité, donc je comprends bien que c'est difficile. Mais je pense moi, parce que je fais pas mal de conférences, etc., je pense que dans les territoires, par exemple en France, les gens voient très bien, ils arrivent à intégrer tous ces éléments. Quand on vit quelque part on les intègre très facilement. Après, quand on a une vision globale et que l'on essaie d'analyser, là ça commence à devenir plus compliqué. Mais localement on voit très bien que tel ou tel je ne sais pas quoi, tel ou tel hôpital qui se construit là, ou telle voie de chemin de fer, ou tel TGV, donc ça ça a un impact. Donc voilà. Mais en tout cas, pour ça, il faut changer la vision du monde.

Deux points sur lesquels on n'a pas insisté et qui me paraissent mériter éventuellement deux minutes de discussion, le premier c'est le rapport entre les paysans et les autres à l'intérieur de la société. Vous avez parlé tout à l'heure d'une question de revalorisation des prix qui était nécessaire dans le cadre peut-être quand on a abordé la question de la politique agroécologique. S'il y a mettons trois à cinq millions de paysans en France, ça ferait encore soixante millions de non-paysans, et pour tous ces gens-là ça veut dire une augmentation du coût lié à l'alimentation si l'on augmente le coût des denrées agricoles. Comment vous voyez cette articulation entre les paysans et les autres autour de cette question des prix et du coût de l'alimentation ?

Le problème c'est déjà que le coût de l'alimentation est totalement faussé par la manière dont il est calculé. C'est-à-dire que l'idée que l'on a une alimentation bon marché est due au fait que l'on externalise le coût de cette alimentation sur l'ensemble de la société. Je prends un exemple, c'est l'environnement et la santé. Je veux dire que cette alimentation très bon marché industrielle, elle coûte en matière d'environnement très cher, elle coûte à l'ensemble de la société, ce n'est pas inclus dans le prix. Et si on mettait dans le prix réel des produits par exemple que l'on achète en supermarché, le coût environnemental et le coût pour la santé, le prix serait multiplié par deux ou trois. Donc là il y aurait peut-être un travail d'explication, mais en tout cas essayer d'avoir des prix qui correspondent réellement, et c'est là que l'on retrouve la question de l'agroécologie, c'est-à-dire prendre les choses dans leur totalité, les prix bon marché sont des prix que l'on paie autrement, et ça, c'est très important de comprendre que l'économie est incapable de donner le vrai prix, parce que le principe c'est d'externaliser dans d'autres secteurs. On le voit par contre. Ça, c'est la question du prix.

Ensuite, moi je pense qu'effectivement, bon ça c'est les chiffres normaux que l'on donne, c'est-à-dire que vous avez après la Deuxième Guerre mondiale, je crois que le budget alimentaire était autour de 40% et maintenant il est autour de 15%, donc ça, c'est un problème. Je veux dire, encore une fois, alors le coût de la santé par contre il augmente en droite ligne. Donc il y a un lien à mon avis très direct entre la baisse du coût de l'alimentation et la hausse du coût de la santé. Donc ces questions-là, je pense qu'il faut qu'elles soient posées. Il faut qu'elles soient posées socialement, elles ne le sont pas du tout. On a l'impression que voilà il y a des débats sur l'eau, bon voilà, il y a des produits dans l'eau, mais voilà. À mon avis c'est ça la question du prix. En plus, bon là il y a eu des analyses qui ont été faites sur les gens qui sont en circuits courts, en bio' et circuits courts. Tout le monde dit « oui, c'est un système pour les bobos, c'est un système qui ne va pas permettre à des gens pauvres de pouvoir s'alimenter ». Ce n'est absolument pas le cas. En fait, en modifiant l'alimentation un tout petit peu et en étant en circuit court, ça ne coûte pas plus cher.

Et ça m'amène à mon deuxième point. Puisque l'on parle d'alimentation, donc éventuellement de diète, de régime alimentaire, vous avez évoqué tout à l'heure « polyculture et élevage » qui est le système qui devrait s'imposer en France. Et en même temps, une partie des gens qui se réclament de l'agroécologie ou de préoccupations environnementales considèrent qu'il faut diminuer drastiquement la consommation de produits d'origine animale. Est-ce qu'il y a une contradiction interne à l'agroécologie quand on rapproche ces deux choses ? Comment est-ce que vous dépassez cette contradiction interne ?

Non, je ne pense pas, parce que les analyses qui ont été faites en termes d'alimentation ont montré que même dans des systèmes de polyculture / élevage, à part peut-être des systèmes comme l'Argentine qui ne sont pas tellement polyculture d'ailleurs, qui sont plutôt élevage tout court ou soja, mais à part ça les sociétés traditionnellement ne mangent pas beaucoup de viande. L'histoire, la viande ou les protéines animales dans la nourriture traditionnelle des sociétés elle a toujours été minime. On peut avoir des animaux, on peut les manger, mais on n'est pas obligé de faire de l'élevage intensif comme on est en train de le faire. Donc avoir une polyculture / élevage et ne pas forcément consommer une quantité incroyable de viande me paraît tout à fait normal. L'élevage, à mon avis, est tout à fait indispensable dans le système agroécologique. On ne peut pas envisager un minimum d'autonomie sans élevage. Mais ça ne veut pas dire, ce qui fait que l'on mange de la viande, c'est le système d'élevage industriel premièrement. Et autre chose, c'est le fait que vous avez des pays entiers dont le système alimentaire est en train de basculer, non pas parce que comme on dit spontanément les gens quand leur niveau de vie augmente ils se mettent à manger de la viande, mais parce que, moi je l'ai étudié de très près, il y a un véritable *forcing* des industries agroalimentaires pour faire modifier les systèmes alimentaires des gens. Donc en fait, si les gens maintenaient des systèmes alimentaires correspondant à la région dans laquelle ils sont, c'est pour ça que je préfère souvent parler de nourriture plutôt que d'alimentation, parce que nourriture intègre toute la partie culturelle, c'est-à-dire les connaissances, les savoirs.

Et encore des fois, là je viens de préfacer un livre sur le Pérou, sur les systèmes alimentaires dans les Andes, c'est une sophistication absolument incroyable, d'une complexité ! Donc si vous voulez, là encore, selon les pays et les endroits, il y a des traditions qui existent, il y a des goûts qui existent. Et s'il n'y avait pas ce *forcing* de l'industrie agroalimentaire mondialisée pour essayer d'ouvrir des nouveaux marchés, on n'en serait pas du tout là. Donc à mon avis, la polyculture / élevage est tout à fait compatible avec une consommation modérée de produits animaux, sans problème.



Pour revenir peut-être sur la partie recherche, accompagnement des paysans, est-ce que la manière dont sont formés les agronomes ou les chercheurs, est-ce que vous pensez qu'il y a besoin de plus d'intégration avec les deux sciences, enfin de proximité ou de relation avec les sciences humaines et sociales ?

Absolument, je pense que c'est absolument fondamental.

Et est-ce que vous pensez justement qu'il y a aussi un projet en termes de formation à revoir ?

Déjà il y a un projet de travailler ensemble, déjà, et je sais que c'est très difficile. Ce n'est pas du tout évident, c'est parce que l'on a des manières de penser différentes, donc c'est très difficile. Mais je pense absolument que c'est très important que dans la formation des agronomes il y ait tout un aspect sciences humaines, sciences sociales. Et inversement d'ailleurs, dans les sciences sociales et sciences humaines, plus d'éléments de connaissance des systèmes de fonctionnement de la nature, des plantes, des complémentarités, des problèmes, même si on ne parle pas de se spécialiser, mais ça me paraît absolument fondamental. Justement, arrêter de parcelliser la connaissance comme on le fait, et vraiment je pense que ça serait bénéfique pour tout le monde. Ça, ça me paraît une priorité en matière de formation et de recherche.

Est-ce que vous avez des éléments importants sur l'agroécologie qui vous sembleraient utiles de dire et que l'on n'aurait pas abordés parce que l'on n'aurait pas posé la question ?

Simplement, je l'ai dit, mais vraiment je voudrais juste insister sur le fait qu'il faudrait parler des agroécologies non pas au sens où tout le monde y met ce qu'il veut, mais au sens où on ne peut pas parler d'agroécologies sans un contexte local, si bien au plan physique, matériel, qu'au plan social et sociétal. Ça c'est vraiment très important. Donc peut-être faudrait-il parler des agroécologies, mais dans ce sens-là. C'est très important de ne pas penser que l'agroécologie peut être un modèle. Voilà, c'est ça que je voulais dire. En fait, il faut moins le penser comme modèle que le penser comme démarche. C'est une démarche, c'est une manière de considérer la question de la nature, les rapports de l'homme et la nature et des rapports des hommes qui est très diversifiée, et la manière d'envisager la société. Et c'est une démarche, voilà. C'est un processus plus qu'un modèle. Voilà, ça j'y tiens beaucoup parce que l'on est tellement habitués à avoir des modèles, des « on va vers ». On ne va pas vers, on ne sait pas vers quoi on va, mais on a des moyens, on se donne des priorités, on se donne des valeurs, c'est très important aussi la notion de valeur, des valeurs que l'on décide de choisir plus importantes que d'autres, et c'est comme ça que l'on construit une démarche. On a tout dit.

Sauf si vous voulez préciser les valeurs que vous avez en tête ?

Les valeurs ? Déjà je l'ai un tout petit peu dit, c'est la question de l'équilibre, les équilibres c'est très important. Alors l'équilibre ne veut pas dire, alors ça il faut bien comprendre que l'équilibre ne veut pas dire statique. Les équilibres sont actifs, ils changent. Les équilibres peuvent changer, ça ne veut pas dire que l'on est figé dans des équilibres. Ensuite, bon je l'ai dit aussi, je n'aime pas le terme « équité », mais en tout cas essayer de trouver des formes, essayer d'avoir en tête la question de l'égalité, ça me



paraît fondamental. L'inégalité conduit, on le sait, à des destructions environnementales très importantes, donc c'est très important d'avoir en tête cette question des inégalités sociales. Ça me paraît très important. Après, la question, bon moi c'est vrai que je tiens beaucoup à remettre la question des paysans et des savoirs au centre de la question.

Et si l'on voulait mettre ça sous le chapeau d'une valeur ? Parce que l'on voit bien l'égalité, on voit bien le respect des équilibres, la mise en exergue des savoirs paysans. Comment vous le qualifieriez en termes de valeurs ?

Et bien la reconnaissance des savoirs de tous, qui n'est pas simplement une égalité sociale, qui est une égalité intellectuelle. Ça, c'est très important. Je pense que l'on a un système de formation, un système universitaire, enfin c'est pareil, une espèce de linéarité qui exclut énormément. Et tenir compte de savoirs qui ne sont pas considérés comme « savoirs scientifiques » entre guillemets, c'est quelque chose de très important. Savoir reconnaître les savoirs populaires, les savoirs autres, ça me paraît quelque chose de très important. Je crois qu'avec ça moi ça me suffit.